

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre
Z.A. ISOPARC
6 place Antoine de Saint-Exupéry
37 250 SORIGNY
Tél : 02.47.34.29.00

GARDIENNAGE DE LA DECHETERIE DE SORIGNY

2024-044

Date et heure limite de réception des offres

Le 1^{er} juin 2024

A 12 heures 00 minutes

SOMMAIRE

Article 1 : Objet et étendue de la consultation	3
1.1. Objet de la consultation	3
1.2. Etendue de la consultation.....	3
1.3. Décomposition de la consultation	3
1.4. Nomenclature communautaire.....	3
Article 2 : Conditions de la consultation	3
2.1. Durée du marché – Délais d’exécution	3
2.2. Variantes et Prestations supplémentaires ou tranches optionnelles.....	3
2.3. Options.....	3
2.3.1. Marchés de prestations complémentaires.....	3
2.3.2. Marchés de prestations similaires.....	4
2.4. Délai de validité des offres	4
2.5. Mode de règlement du marché et modalités de financement	4
2.6. Forme juridique des candidats.....	4
2.7. Modification de détail au dossier de consultation.....	4
2.8. Visites	4
Article 3 : Contenu du dossier de consultation	5
Article 4 : Présentation des candidatures et des offres	5
Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres.....	6
5.1. Conformité, notation des offres conformes	6
5.2. Offres anormalement basses	6
5.3. Choix de l’offre.....	7
5.4. Négociations	8
Article 6 : Conditions d’envoi ou de remise des plis	8
Article 7 : Renseignements complémentaires	9
Article 8 : Conclusion ou exécution du marché.....	9
Article 9 : Procédure de recours.....	9

Article 1 : Objet et étendue de la consultation

1.1. *Objet de la consultation*

La présente consultation porte sur la prestation suivante :

Gardiennage de la déchèterie de Sorigny :

- l'accueil des usagers de la déchèterie de Sorigny;
- l'entretien de la déchèterie ;
- la gestion des enlèvements de l'ensemble des déchets, en lien avec les transporteurs désignés pour les déchets non dangereux et dangereux ainsi qu'avec chaque éco-organisme.

Lieu(x) d'exécution : Sorigny (37)

1.2. *Etendue de la consultation*

La présente consultation passée en appel d'offres ouvert est soumise aux dispositions de l'article L.2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

1.3. *Décomposition de la consultation*

Le marché n'est pas alloti pour ne pas rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.4. *Nomenclature communautaire*

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>
90500000-2 – Services de collecte des ordures

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1. *Durée du marché – Délais d'exécution*

Le contrat prend effet à compter du 1^{er} septembre 2024 ou à partir du jour suivant la date de l'accusé de réception de la notification du contrat, quand cette dernière est postérieure.

L'échéance du contrat est fixée au 31 décembre 2025 sauf résiliation anticipée, soit une durée de 16 mois.

2.2. *Variantes et Prestations supplémentaires ou tranches optionnelles*

Une variante est obligatoire dans le cadre de cette consultation :

- Reprise du personnel (1, 2 ou 3 agents)

2.3. *Options*

2.3.1. *Marchés de prestations complémentaires*

Dans le cadre du présent marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir dans les conditions du Code de la Commande Publique, lors de l'exécution du marché et selon ses besoins, à la procédure de marchés publics passés sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de marchés complémentaires.

2.3.2. *Marchés de prestations similaires*

Dans le cadre du présent marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir dans les conditions du Code de la Commande Publique, lors de l'exécution du marché et selon ses besoins, à la procédure de marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles objet du présent marché public.

2.4. *Délai de validité des offres*

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres, sauf prolongation éventuelle de cette durée que le candidat pourrait consentir à la demande du maître d'ouvrage.

2.5. *Mode de règlement du marché et modalités de financement*

Le mode de règlement du marché est le mandat administratif. Le délai global de paiement est le délai légal au jour de la notification du marché.

Le paiement sera effectué dans les conditions prévues dans le code de la commande publique.

2.6. *Forme juridique des candidats*

Le candidat pourra se présenter en opérateur économique unique ou en groupement d'opérateurs économiques. Un même opérateur économique ne peut participer à plusieurs offres quelle que soit sa qualité que ce soit, en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint. Quelle que soit la forme choisie par le groupement, l'un des opérateurs économiques membres du groupement sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire et représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement. Dans ce cas, l'acte d'engagement indiquera le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

2.7. *Modification de détail au dossier de consultation*

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8. *Visites*

La visite du site est obligatoire. Elle aura lieu le vendredi 26 avril 2024 à 9h à Sorigny.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Les différents plans

Le dossier de consultation est remis gratuitement sur le site <https://webmarche.solaere.recia.fr>. Les candidats devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. De plus, aucune version papier ne sera délivrée par le pouvoir adjudicateur.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres remises par les candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R2141-4, R2143-3 et R2143-4 du Code de la Commande Publique :**
 - Le **DUME** (Document Unique de Marché Européen) à compléter sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ou les **formulaires DC1** (lettre de candidature) et **DC2** (déclaration du candidat) ;
 - Documents datant de moins de 6 mois, attestant que le candidat est à jour des obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor Public ([Comment obtenir une attestation fiscale ou sociale](#)) ;
 - Références de prestations similaires de moins de trois ans ;
 - Certificats de qualifications professionnelles ;
 - Attestations d'assurance RC.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

➤ **Pièces de l'offre :**

- **L'acte d'engagement (A.E.)** daté et signé par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être signataires du contrat (il est nécessaire d'indiquer dans cet acte d'engagement une adresse mail valide) ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)** ;
- **Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)** ;
- **La décomposition des charges d'exploitation**
- **Un mémoire technique** dûment établi par le candidat, traitant en particulier des points suivants :
 - Moyens humains,
 - Moyens matériels,
 - Organisation de la prestation.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 6 jours.

En cas de groupement, toutes les pièces de candidature devront être produites par chacun des membres du groupement.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1. Conformité, notation des offres conformes

Le jugement des offres sera effectué selon les conditions prévues dans le Code de la Commande Publique.

L'examen de la conformité des réponses aux documents de consultation sera effectué. Les offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation seront éliminées.

5.2. Offres anormalement basses

Les offres de prix anormalement basses et qui, après analyse, ne s'avèreraient pas susceptibles de garantir l'exécution de la mission suivant les prescriptions du dossier et le niveau de qualité attendu seront écartées et ne seront pas considérées comme recevables.

Pour détecter les offres potentiellement basses, la méthode de calcul suivante sera appliquée lorsque le nombre d'offres sera au moins de 4 :

- Etape 1 : Calcul de la moyenne des offres conformes (M1),
- Etape 2 : Elimination des offres d'un montant supérieur à $1,2 * M1$ (20 % au-dessus de M1) : considérées comme anormalement hautes,
- Etape 3 : Calcul de la moyenne des offres non éliminées (M2),
- Etape 4 : Les offres dont le montant est inférieur à $0,90 * M2$ (10 % au-dessous de M2) sont identifiées comme potentiellement anormalement basses.

Après avoir identifié les offres susceptibles d'être anormalement basses, une demande d'explication sera adressée aux entreprises concernées.

Après examen attentif des informations fournies :

- Si les éléments fournis par le candidat sont convaincants, l'offre sera requalifiée de « normale » et incluse dans le processus d'analyse,
- Si les explications fournies ne permettent pas d'établir le caractère économiquement viable de l'offre, l'acheteur est tenu de la rejeter par décision motivée.

Les motifs du rejet des offres anormalement basses seront mentionnés dans le rapport de présentation de la procédure.

L'absence de réponse du soumissionnaire à la demande d'explications exclura de facto l'offre du candidat.

Lorsque le nombre d'offres sera moins de 4, les articles L. 2152-5, L. 2152-6 et R.2152-3 à -5 du Code de la Commande Publique pourront tout de même être appliqués en cas de suspicion d'offres anormalement basses.

5.3. Choix de l'offre

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée économiquement la plus avantageuse en fonction des critères suivants :

Critères	Points
1-Prix des prestations	50
2-Valeur technique	50

L'attribution du marché sera celui ayant obtenu la meilleure note totale (1+2).

1. Le prix des prestations

Notation de l'offre sur 50 :

Le critère « prix » sera apprécié au regard des prix remis à l'acte d'engagement ainsi que du montant du rachat du matériel.

2. La valeur technique :

Notation de l'offre sur 50 :

Le critère « valeur technique » sera apprécié globalement au regard du mémoire technique fourni par le candidat, au regard des éléments suivants :

Sous-critère n°1 : moyens humains – 25 points

- cohérence de l'organigramme général
- compétence et qualité de l'encadrement
- Compétence des agents d'accueil et qualité des formations proposées
- cohérence et qualité des moyens humains prévus pour assurer les remplacements

Sous-critère n°2 : moyens matériels - 5 points

- nombre et qualité des véhicules de service
- nombre et qualité des engins de chargement
- nombre et qualité des moyens de remplacement mobilisables

Sous-critère n°3 : qualité et modalités d'organisation de la prestation- 20 points

- qualité du management des équipes et cohérence des animations d'équipes prévues
- compréhension et qualité de la réponse en terme de dimensionnement du service
- qualité et cohérence des procédures, modes opératoires et mesures de sécurité
- qualité des rapports à fournir
- qualité des registres

5.4. Négociations

Sans objet.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément à l'article R132-2 du Code de la Commande Publique et à l'article 12 du décret n°2018-1225 du 24 décembre 2018, le dossier contenant la candidature et l'offre du candidat sera transmis électroniquement sur le profil acheteur de la Communauté de communes à l'adresse URL suivante :

<https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Un guide d'utilisation de la plateforme est mis à votre disposition sur le site : <https://webmarche.solaere.recia.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Les offres devront être déposées à l'adresse URL ci-dessus au plus tard le :

1^{er} juin 2024 à 12h00 délai de rigueur

Pour information :

- Les signataires par voie électronique sont autorisés à utiliser le certificat de signature de leur choix, sous réserve de sa conformité au Référentiel Général de Sécurité (RGS**);
- Un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip;
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique qui confère valeur d'original au document signé.

L'entreprise qui répond à un marché public par voie électronique peut aussi transmettre une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur une clé USB ou sur papier pour parer à toute éventualité de dysfonctionnement.

La copie de sauvegarde est la copie de l'intégralité des données constituant la candidature et l'offre, transmise sur un autre support (CD-ROM, clé USB, support papier). Elle doit être transmise dans les mêmes conditions de forme et de délai que l'offre principale, faute de quoi elle sera rejetée.

L'intérêt de la copie de sauvegarde est qu'elle peut remplacer l'offre principale :

- lorsque cette dernière contient un virus et ne peut donc être ouverte par l'acheteur public,
- lorsque l'offre principale n'est pas parvenue dans les délais, par exemple pour des raisons d'aléas de transmission. **Ce cas ne vise pas l'arrivée hors délai de l'offre du fait de l'imprévoyance de l'entreprise candidate,**
- lorsque l'offre principale a été transmise mais ne peut pas être ouverte par l'acheteur public.

Le dépôt d'une copie de sauvegarde permet donc de parer à toute éventualité. Ce n'est toutefois jamais obligatoire.

Elle doit comporter la mention lisible de "copie de sauvegarde".

Si elle est ouverte à la place de l'offre principale, elle s'y substitue totalement. La copie de sauvegarde doit donc contenir tous les éléments requis et être signée comme l'offre principale.

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la préparation de leur offre, les candidats devront s'adresser à la Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre en priorité via le lien affiché sur l'avis concerné dans sa version internet en cliquant sur le pictogramme « Enveloppe » ou sur le lien « Correspondre avec l'Acheteur » (le lien renverra sur le profil acheteur de la Communauté de communes sur le site <https://webmarche.solaere.recia.fr>).

L'ensemble des réponses apportées sera répertorié sur l'espace du candidat, et une alerte leur sera envoyée sur l'adresse courriel enregistrée. L'attention des candidats est attirée sur le fait que leurs questions ne doivent pas révéler leur identité, ni leur positionnement technique ou compétitif. En effet la réglementation impose d'adresser le texte intégral de la question, avec la réponse, à tous les candidats.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier après identification.

Article 8 : Conclusion ou exécution du marché

Il est précisé au candidat que toutes les correspondances de la Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre se feront par courriel conformément au décret n°2011-144 du 02 février 2011 relatif à l'envoi d'une lettre recommandée par courrier électronique pour la conclusion ou l'exécution d'un contrat, d'où la nécessité pour le candidat de le communiquer au plus tard au moment de la remise de leur offre.

Les échanges seront transmis par l'intermédiaire de la plateforme <https://webmarche.solaere.recia.fr>. Le candidat devra veiller à ce que ses filtres anti-spam ne bloquent pas les correspondances venant de ce site.

Article 9 : Procédure de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 Orléans cedex 1
Tél : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Les voies et délais de recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée (article R.421-1 du Code de Justice Administrative - CJA).
- Référé avant la conclusion du contrat en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence (article L.551.1 du CJA)
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R/421-1 à R.421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision de l'organisme.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.